

NOTES D'ANALYSE n°13

Focus 2030

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT



SOMMAIRE

Le G7 en bref

Les grands thèmes du G7

1. Comment fonctionne le G7 ?

1.1. Le cadre préparatoire

1.2. Adoption du communiqué final

1.3. Qui participe au Sommet ?

2. Une enceinte légitime pour traiter des grands défis mondiaux

2.1. Un «club» de pays riches contesté

2.2. Un rouage malgré tout essentiel

3. Le G7 et le financement du développement

3.1. Le G7, premier pourvoyeur d'aide publique au développement

3.2. Quelques avancées notables en faveur du développement

3.3. Ces engagements sont-ils respectés ?

Encadré : Thèmes traités par les rapports de redevabilité G7/G8

4. Le G7 de Biarritz (août 2019)

4.1. Les priorités de la présidence française

4.2. Les demandes de la société civile en vue du G7

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT : BILAN ET PERSPECTIVES

LE G7 EN BREF

Conçu comme un forum de discussion informel entre États, le G7 rassemble aujourd’hui 7 des plus grandes puissances économiques de la planète : **Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni.**

Les chef·fe·s d’État ou de gouvernement de ces pays se retrouvent ainsi chaque année à l’occasion d’un sommet de 2 ou 3 jours, organisé à tour de rôle par les États membres. Outre leurs poids économiques, ces pays affichent un socle de valeurs communes parmi lesquelles le respect de la démocratie, la défense des droits humains et la promotion d’une économie de marché.

Institué pour la première fois en 1975 à l’initiative de la France, ces Sommets du G7 offrent à l’origine un cadre de négociation informel pour traiter des questions purement économiques et monétaires, enjeux alors au cœur des préoccupations des pays riches suite au premier choc pétrolier de 1974.

Au fil des ans, les sujets abordés au sein du G7 se sont élargis pour intégrer peu à peu un ensemble de thèmes dépassant largement le champ de la coopération économique. Les politiques de développement et de soutien au continent africain seront par exemple abordées pour la première fois au G7 de Toronto en 1988. Elles font désormais partie des thèmes récurrents débattus au sein de ce forum.

Aujourd’hui, le G7 se présente comme un lieu de concertation œuvrant à l’élaboration de réponses communes face aux multiples défis de la mondialisation. Ainsi, au-delà des sujets économiques, les grands enjeux contemporains en matière de paix et sécurité, de lutte contre le terrorisme, d’environnement ou de développement durable s’invitent chaque année à la table des négociations.

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

LES GRANDS THÈMES DU G7

Si l'on regarde l'agenda des Sommets du G7 de ces 10 dernières années, on peut distinguer quatre grands thèmes systématiquement inscrits à l'ordre du jour :

- **Les enjeux économiques**

Socle historique des discussions du G7, ces enjeux recouvrent nombre de sujets liés à la croissance mondiale, au commerce international, à l'ouverture des marchés ou encore aux politiques fiscales et monétaires. Les questions sociales (création d'emplois, protection sociale...) font également partie des thèmes plus régulièrement abordés ces dernières années.

- **Les crises et conflits**

Les crises majeures qui sont au cœur de l'actualité internationale accaparent très souvent une grande partie de l'agenda et des discussions informelles du G7 : crise libyenne, conflit syrien, menaces nucléaires (Fukushima, programmes nucléaires iranien et nord-coréen), crise de la dette souveraine européenne, annexion de la Crimée par la Russie, etc. La lutte contre le terrorisme est devenue de même un thème incontournable.

- **La lutte contre les changements climatiques**

Depuis plus de 10 ans, la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques figurent parmi les thèmes systématiquement abordés lors du G7. L'arrivée de Donald Trump en 2016 a néanmoins rendu les négociations sur le sujet beaucoup plus difficiles.

- **Les politiques de développement**

Le financement du développement, les Objectifs de développement durable (ODD), l'aide à l'Afrique ou plus globalement la lutte contre la pauvreté et les inégalités sont des sujets discutés chaque année et qui figurent presque toujours dans le communiqué final du Sommet du G7. Ces enjeux ont occupé une place particulièrement importante au cours des années 2000 et notamment lors du Sommet emblématique de Gleneagles (Royaume-Uni, 2005). Aujourd'hui, ils sont un peu moins au centre des discussions même s'il faut noter que la France a souhaité cette année faire de la lutte contre les inégalités le fil conducteur de sa présidence.

1. COMMENT FONCTIONNE LE G7 ?

Le G7 n'a pas d'existence juridique propre ni de secrétariat permanent comme peut en avoir la plupart des organisations internationales. Il revient donc à l'État assurant la présidence annuelle de coordonner les travaux, accueillir les réunions de travail et organiser le Sommet des chef-fe-s d'État et de gouvernement. Après plus de 40 ans d'existence, le fonctionnement du G7 obéit néanmoins à quelques règles bien établies.

1.1. Le cadre préparatoire

Chaque année à partir du mois de janvier, un cycle de réunions préparatoires se met en place pour permettre aux dirigeants et leurs équipes de se concerter, négocier et s'entendre sur des positions communes. Cette phase préparatoire se décline en plusieurs temps de négociation intervenant à différents niveaux techniques et politiques :

- **Les réunions d'experts**

Les experts thématiques des 7 pays se réunissent dans le cadre de groupes de travail et élaborent des propositions conjointes.

- **Les réunions ministrielles**

Les négociations sectorielles se poursuivent dans le cadre de réunions informelles rassemblant les ministres thématiques des États membres (G7 Finances, G7 Santé, G7 Environnement, G7 Développement...)

- **Les réunions des sherpas et sous-sherpas**

Les « sherpas » sont les représentants diplomatiques personnels des dirigeants dont ils portent la voix et défendent les positions. Ils font la synthèse des travaux préparatoires et sont notamment chargés d'élaborer la proposition de communiqué final. Lors des Sommets du G7, les sherpas siègent à la table des négociations.

- **Concertation avec la société civile**

Depuis longtemps critiquée pour son manque d'ouverture et de lien avec la société civile, le G7 tente depuis plusieurs années de mieux structurer

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

le dialogue avec les acteurs non-étatiques. Cette démarche initiée en 2000 avec la création du Civil7 fait aujourd'hui partie intégrante du processus préparatoire.

En 2019, l'agenda du G7 prévoit des temps de concertation avec 7 différents « groupes d'engagement » : Les jeunes (**Youth 7**) ; les femmes (**Women7**), les ONG (**Civil7**), les syndicats (**Labour7**), les employeurs (**Business7**), les centres de recherches et académies scientifiques (**Think Tank7, Science 7**). Ces groupes transmettent leurs recommandations à la présidence du G7. Côté ONG, il existe par ailleurs une « **task-force mondiale** » réunissant environ 170 organisations issues des pays du G7. Cette task-force participe aux réunions avec les sherpas et avec le Civil7 (C7).

1.2. Adoption du communiqué final

L'essentiel du travail de négociation lors de la phase préparatoire vise à élaborer un projet de communiqué final en vue de son adoption lors du Sommet des chef-fe-s d'État et de gouvernement.

Ce communiqué final contient une somme de déclarations communes et engagements collectifs couvrant les différents thèmes à l'agenda du G7 et sur lesquelles les dirigeants ont réussi à se mettre d'accord.

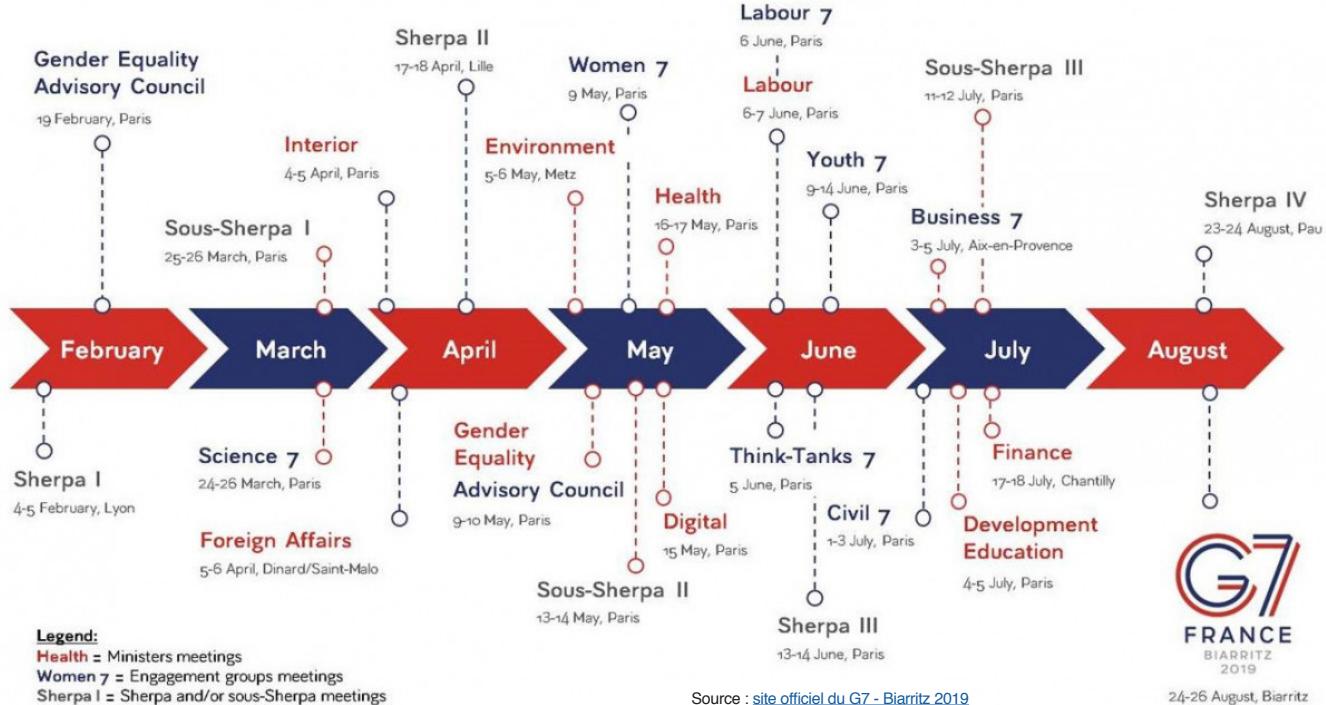
Récemment, la montée des tensions sur la scène internationale et l'arrivée de Donald Trump a rendu l'exercice diplomatique au sein du G7 très difficile. L'adoption d'un communiqué final dans ce contexte s'avère particulièrement complexe, comme en atteste lors du dernier Sommet (Canada 2018) le rejet par le président américain du communiqué final après l'avoir pourtant validé quelques heures plus tôt.

1.3. Qui participe au Sommet ?

Les dirigeants des 7 États membres ne sont pas les seuls à participer aux Sommets annuels du groupe. L'Union européenne, associée aux négociations dès 1977, y est représentée par le Président du Conseil européen et le Président de la Commission européenne.

À leurs côtés figurent parfois des représentants d'organisations internationales présents comme observateurs ainsi que d'autres pays non-membres invités à participer à certaines sessions du Sommet dont la traditionnelle « session élargie » (outreach session).

Plusieurs États africains sont ainsi régulièrement associés à certaines séances de travail lors des Sommets des chef-fe-s d'État et de gouvernement.



LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

Cette année, la présidence française a par ailleurs décidé d'innover en associant dès les travaux préparatoires les sherpas de plusieurs pays africains et de l'Union africaine.

G7 OU G8 ?

Du fait de son influence politique sur la scène internationale, la Fédération de Russie est invitée à rejoindre le groupe en 1998. Le G7 devient alors G8. Ce format à huit durera jusqu'en 2014, date à laquelle la Russie est suspendue suite à son annexion de la Crimée. Le sommet initialement prévu cette année-là à Sotchi (Russie) aura finalement lieu à Bruxelles. La Russie est toujours suspendue à ce jour.

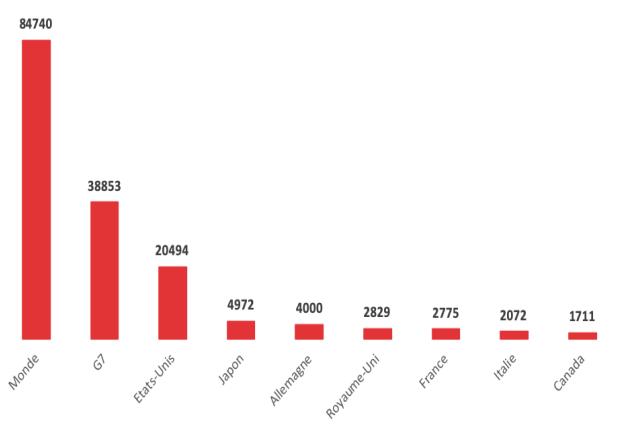
2. UNE ENCEINTE LÉGITIME POUR TRAITER DES GRANDS DÉFIS MONDIAUX ?

Le G7 est un club restreint de pays riches et industrialisés qui pèsent énormément dans l'économie mondiale. À sa création dans les années 70, ses États membres représentaient à eux seuls plus de la moitié des richesses de la planète.

Si cette part a aujourd'hui diminué du fait de la montée de nouvelles puissances économiques comme la Chine et l'Inde, **le G7 représente toujours plus de 45% de la richesse mondiale**, avec un PIB cumulé

Figure 1

PIB des pays du G7



de près de 39 000 milliards de dollars⁽¹⁾. Ce groupe d'États est donc le plus à même de mobiliser les ressources financières nécessaires pour s'attaquer aux défis communs de l'humanité.

Face à l'urgence climatique, face aux multiples crises et conflits qui régulièrement déstabilisent la planète, les pays du G7 portent par ailleurs une responsabilité non négligeable. Selon les dernières données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les pays du G7 sont à l'origine d'**un quart des émissions totales de CO2** (chiffres 2016) alors qu'ils ne représentent que 10% de la population mondiale⁽²⁾. De même, de nombreux conflits sont aujourd'hui alimentés par les ventes d'armes opérées par l'industrie de l'armement des pays du G7. À l'exception du Japon, tous les membres comptent parmi les principaux pays exportateurs d'armes. Le Stockholm International Peace Research Institut (SIPRI) estime qu'en 2017, pratiquement **56% des exportations d'armes** à travers le monde avaient pour origine les pays du G7. Ces pays représentent par ailleurs **la moitié des dépenses militaires totales**, soit 908 milliards de dollars⁽³⁾.

2.1. Un « club » de pays riches contesté

Dès sa création, la légitimité du G7 est fortement contestée par de nombreux opposants. Ses principaux adversaires lui reprochent en effet de constituer une sorte de directoire mondial de quelques pays riches visant à imposer au monde sa vision néolibérale. Le G7 est de ce fait souvent perçu comme faisant directement concurrence au système des Nations unies, seule enceinte internationale réellement démocratique.

Depuis le Sommet de Gênes en 2001, les rendez-vous du G7 sont devenus des temps forts de la mobilisation anticapitaliste et altermondialiste. S'ils sont parfois marqués par des scènes de contestations violentes qui donnent au G7 des allures de camp retranché, cette mobilisation s'exprime également à travers la tenue chaque année d'un **contre-sommet** rassemblant de nombreux acteurs de la société civile désireux de faire valoir leurs contre-propositions.

(1) FMI, World Economic Outlook Report 2019, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO>

(2) Agence Internationale de l'Energie, Global Energy & CO₂ Status Report, mars 2019 <https://webstore.iea.org/global-energy-co2-status-report-2018>

(3) SIPRI, Trends in International Arms Transfers 2018, mars 2019, https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-03/fs_1903_at_2018.pdf

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

La crise de leadership actuelle du G7

Au-delà des contestations historiques, le G7 traverse actuellement une zone de turbulences importantes pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, il n'est plus le seul espace de concertation informelle entre grandes puissances économiques. Il doit en effet désormais composer avec le **G20** instauré suite à la crise financière de 2008 et intégrant à la discussion 12 autres puissances émergentes (+ l'Union européenne). Ce nouvel espace semble toutefois avoir du mal pour l'instant à aboutir à des solutions concrètes face aux problèmes économiques mondiaux, laissant encore au G7 un rôle à jouer dans l'élaboration des politiques internationales.

Mais le plus grand facteur d'instabilité au sein du G7 réside aujourd'hui dans le clivage naissant entre d'un côté les États encore convaincus de l'intérêt du multilatéralisme (France, Allemagne, Canada, Japon) et de l'autre un nombre grandissant de membres tentés actuellement par l'aventure populiste et le repli sur soi (États-Unis, Royaume-Uni, Italie).

Il convient enfin de souligner que l'absence d'annonces fortes lors des derniers sommets et la trop grande propension des États à ne pas respecter leurs engagements, contribuent aussi fortement à décrédibiliser l'action du G7 auprès de l'opinion publique internationale.

2.2. Un rouage malgré tout essentiel

Malgré ces limites, le G7 demeure un rouage clé de la diplomatie et des relations internationales. Traditionnellement, les Sommets du G7 sont des moments privilégiés pour l'annonce d'engagements forts de la part des pays les plus riches de la planète.

Certains Sommets ont de fait débouché sur la mise en place d'initiatives très concrètes tant dans le domaine des politiques économiques qu'en matière de coopération au développement (cf. section suivante). C'est le cas par exemple de la mise en place du Groupe d'action financière (GAFI) en 1989 pour lutter contre le blanchiment de capitaux, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) en 1988 ou encore la création du Fonds

mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en 2002 faisant suite à la déclaration du Sommet du G8 à Okinawa au Japon, en 2000.

D'autre part, parce qu'il rassemble les plus gros pays donateurs et du fait de son poids économique, le G7 est en **position unique pour impulser des dynamiques de changement à l'échelle du monde**. Ses décisions ont très souvent un effet catalytique permettant d'entraîner la mobilisation de nombreux autres acteurs. L'initiative de Muskoka et les 5 milliards de dollars promis par le G8 en 2010 pour la santé maternelle et infantile a permis par exemple de mobiliser plusieurs milliards supplémentaires de la part d'autres États et de fondations philanthropiques dans le cadre de l'initiative « Every Women, Every Child » des Nations unies.

De surcroît, comme l'illustre ce dernier point, les engagements du G7 ne s'inscrivent pas à contrecourant mais viennent bien souvent au contraire appuyer les initiatives placées sous l'égide des Nations unies. L'appui répété du G7 au processus de négociation onusien sur les changements climatiques, notamment en amont de la COP21, en est une autre illustration.

3. LE G7 ET LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Composé des principaux bailleurs bilatéraux de la planète, le G7 est un espace incontournable en matière d'aide au développement. Ensemble, les sept pays représentent **les trois-quarts de l'aide publique au développement (APD) mondiale**. C'est donc un lieu primordial pour traiter des politiques de développement et appeler les États membres à s'engager toujours plus dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités mondiales.

3.1. Le G7, premier pourvoyeur d'aide publique au développement

Selon les derniers chiffres de l'OCDE publiés en avril 2019 (données préliminaires pour 2018), les pays du G7 ont mobilisé l'année dernière près de **115 milliards de dollars** en aide publique au développement, sur un total de 153 milliards pour les pays membres du

(4) OCDE, Données préliminaires sur l'APD 2018, Avril 2019, <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2018-detailed-summary.pdf>

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

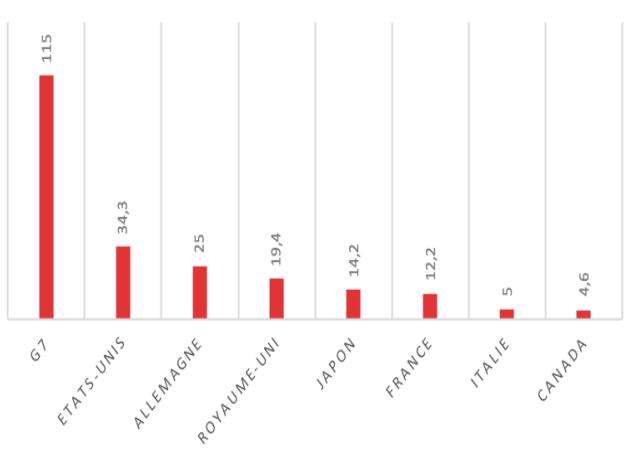
Les États-Unis restent de loin le pays donateur le plus important (34,3 Mds) suivi de l'Allemagne (25 Mds), du Royaume-Uni (19,4 Mds), du Japon (14,2 Mds) et de la France (12,2 Mds). Les deux derniers membres du G7, le Canada et l'Italie, consacrent respectivement 5 et 4,6 milliards de dollars à leur APD. (cf. figure 1)

Certains secteurs de l'aide au développement ont particulièrement bénéficié de l'attention et des financements des pays du G7. C'est le cas notamment de la santé. Comme le montre le figure n°2 ci-après, **77% des montants d'aide sectorielle en santé en 2016** avaient pour origine les pays du G7, représentant un total de 16,3 milliards de dollars.

Malgré ces montants importants, la comparaison avec leur PIB laisse apparaître une marge de progression conséquente. Au total, le G7 ne consent que **0,29% de sa richesse à l'aide publique au développement**⁽⁵⁾, loin donc de l'objectif des 0,7% initié à l'ONU en 1970 et réaffirmé notamment lors du G7 de 2015 et de la 3ème Conférence internationale sur le financement du développement la même année (figure 3).

Figure 2

Aide publique au développement (APD) en volume dans les pays du G7 (en milliards de dollars)



(5) OCDE, Données préliminaires sur l'APD 2018, Avril 2019, <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2018-detailed-summary.pdf>

(6) <http://www.g7.utoronto.ca/evaluations/commitments-and-charlevoix.html>

Figure 3

Aide publique au développement (APD) destinée à la santé, en millions de dollars - 2016

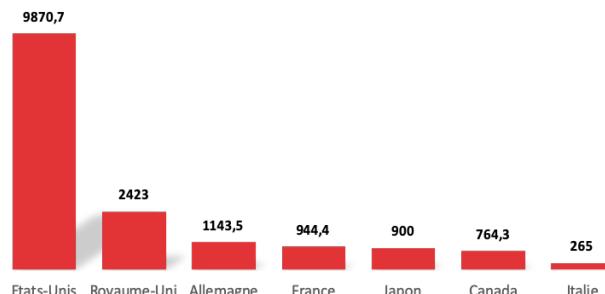
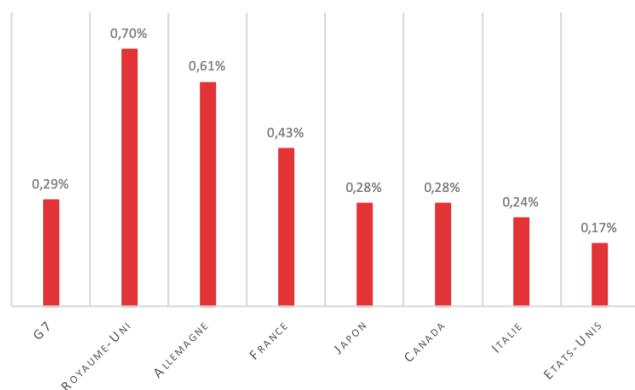


Figure 4

Part de l'aide publique au développement (APD) dans le PIB des pays du G7



3.2. Quelques avancées notables en faveur du développement

Les enjeux de développement font régulièrement l'objet d'engagements collectifs au sein du G7. Le G7 Research Group de l'université de Toronto en a recensé pas moins de 669 depuis le premier sommet de Rambouillet en 1975⁽⁶⁾. Bien que ces annonces relèvent pour la plupart de simples déclarations

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

d'intention, on peut néanmoins retenir parmi elles quelques décisions et résultats concrets.

Le G7, promoteur d'initiatives globales

Plusieurs fois dans le passé, les discussions au sein du G7 ont conduit à la création d'**initiatives ou partenariats globaux** qui se sont révélés d'importants leviers pour l'atteinte des objectifs de développement.

Comme mentionné plus haut, on doit notamment au G8 la création du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Évoquée pour la première fois au G8 d'Okinawa, l'idée du Fonds mondial sera approuvée l'année suivante au G8 de Gênes en 2001. De même, c'est lors du G8 de 2002 (Kananaskis) que sera actée la mise en place du Partenariat mondial pour l'éducation qui aujourd'hui contribue activement à la réalisation des Objectifs de développement durable en matière d'éducation.

Mais le G8 est aussi parfois à l'origine d'initiatives beaucoup plus controversées comme par exemple la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Constituée en 2012 lors du G8 de Camp David (États-Unis), ce partenariat multi-acteurs intègre notamment de grandes multinationales comme Monsanto, Mars ou Cargill et vise à promouvoir un développement agricole fondé sur l'investissement privé et les grands projets agro-industriels. La France a finalement fait le choix de s'en retirer en 2018.

D'importantes promesses de financement pour le développement

Le Sommet de Gleneagles en 2005 (Royaume-Uni) reste aujourd'hui la référence en matière de financement du développement. A l'issue d'importantes négociations, les 8 États membres se sont entendus sur deux engagements majeurs en faveur du continent africain et des pays les moins avancés :

- L'annulation de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)

Dans le cadre de l'initiative « pays pauvres très endettés », les pays du G8 se sont accordés sur une

annulation massive de la dette multilatérale des 42 PPTE, équivalant à 40 milliards de dollars.

- Une augmentation significative de l'aide publique au développement (APD)

En complément des annulations de dette, l'accord final de Gleneagles prévoyait aussi une hausse de **50 milliards additionnels** pour l'aide au développement d'ici 2010, dont 25 milliards pour l'Afrique.

Depuis Gleneagles, d'autres engagements financiers en faveur du développement ont été pris à l'occasion des sommets successifs. En voici les principaux :

- Lutte contre les maladies et renforcement des systèmes de santé

Lors des G8 de 2007 et 2008, les États se sont engagés à consacrer **60 milliards de dollars au cours des cinq années à venir** pour combattre les maladies infectieuses et renforcer les systèmes de santé.

- L'initiative de l'Aquila pour la sécurité alimentaire

Suite à la crise alimentaire de 2008, les pays du G8 ont pris l'engagement lors du Sommet de l'Aquila (2009) de consacrer **22 milliards de dollars d'ici 2012** à la sécurité alimentaire.

- L'initiative Muskoka

Annoncée lors du Sommet canadien en 2010, cette initiative prévoit une mobilisation de **5 milliards de fonds additionnels sur 5 ans** en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement 4 et 5 (santé maternelle et infantile).

- Le partenariat de Deauville

En 2012, le G8 instaure le partenariat de Deauville destiné à appuyer les transitions démocratiques dans le monde arabe. Les annonces financières dans le cadre du partenariat s'élèvent à **32 milliards d'aides bilatérales** (en prêts et aides budgétaires).

- Les financements « climat »

L'Accord de Copenhague de 2009 prévoit la mobilisation par les pays riches de 100 milliards

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

de dollars/an d'ici 2020 en faveur de la transition et l'adaptation aux changements climatiques. Cet engagement a depuis été régulièrement réaffirmé lors de G7 successifs et notamment lors du Sommet d'Elmau en 2015.

- Réaffirmation des 0,7%

En 2015 également, les pays du G7 ont réaffirmé l'objectif de consacrer 0,7 % du RNB à l'APD, ainsi que leur engagement d'inverser la trajectoire à la baisse de l'APD consentie aux pays les moins avancés.

Enfin, rappelons qu'au-delà des engagements collectifs du G7, les Sommets annuels sont également des moments prisés par les dirigeants pour annoncer d'autres initiatives, individuelles ou conjointes avec quelques autres partenaires. L'an passé, le Canada s'est par exemple engagé, de concert avec l'Allemagne, le Japon, la Banque mondiale, le Royaume-Uni et l'Union européenne, à investir près de **3,8 milliards de dollars canadiens dans l'éducation** de qualité pour les femmes et les filles en situation de crise ou de conflit.

3.3. Ces engagements sont-ils respectés ?

Si les Sommets du G7 sont un cadre propice aux annonces financières, les États membres sont malheureusement beaucoup moins prompts à respecter leurs promesses de financement.

Le suivi réalisé par les ONG ou dans des cadres plus officiels tels que l'⁽⁷⁾ Integrated Implementation Framework, laisse apparaître que malgré certaines promesses pleinement tenues (par exemple l'annulation de la dette multilatérale) l'essentiel des engagements n'est que trop rarement honoré, tout du moins dans leur totalité.

L'augmentation de 50 milliards d'aide publique au développement (APD) promise en 2005 n'a par exemple jamais été atteinte. C'est finalement 20 milliards de moins qui ont été mobilisés et 12 milliards pour l'Afrique au lieu des 25 annoncés. De même, l'engagement de l'Aquila en faveur de la sécurité alimentaire n'a été rempli qu'aux 2/3, laissant en 2012 un gap financier de plus de 7 milliards de dollars.

Certaines annonces ne sont par ailleurs que des réaffectations budgétaires ou du recyclage de financements déjà consentis par le passé. Elles ne débouchent donc sur aucune dépense supplémentaire. Par exemple, c'est le cas semble-t-il de la majorité des 3,8 milliards de dollars de ressources annoncées en faveur de l'éducation lors du dernier Sommet.

Ce constat a largement entamé la crédibilité du G7 et sa capacité à s'imposer comme un espace de leadership mondial légitime et responsable face aux grands enjeux de la planète.

- Renforcer le cadre de redevabilité

Le manque de transparence et d'accès aux données précises vis-à-vis de tous ces engagements rend par ailleurs l'exercice de suivi particulièrement compliqué et aléatoire.

En 2010, Le G8 a pris conscience de la mauvaise image véhiculée par cette opacité et a instauré un cadre de redevabilité devant permettre de mieux évaluer les progrès accomplis par les pays dans la mise en œuvre de leurs promesses.

Depuis le sommet de Muskoka, le G8 publie ainsi chaque année un rapport de redevabilité proposant un bilan des actions entreprises et des avancées constatées. Placé sous la responsabilité du pays hôte, le contenu du rapport, les thèmes abordés et la qualité des informations proposées sont très variables d'une année à l'autre. Les rapports les plus aboutis à ce jour sont ceux élaborés en 2013 sous présidence britannique et 2016 sous présidence japonaise.

Globalement, si la publication d'un tel rapport annuel va dans le sens de plus de transparence et est donc à encourager, cette pratique reste néanmoins avant tout un exercice de communication de la part des pays du G7.

Elle n'offre pas les garanties d'un cadre de suivi réellement objectif et indépendant. L'amélioration du cadre de redevabilité du G7 pour le rendre plus contraignant et systématique est sans doute une étape supplémentaire nécessaire pour inciter les États à mieux tenir leurs engagements.

(7) <https://iif.un.org/content/search-committments>

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

Thèmes traités par les rapports de redevabilité du G7/G8 :

- Muskoka (2010) : Tous
- Deauville (2011) : Santé et sécurité alimentaire
- Camp-David (2012) : Santé, nutrition, commerce
- Lough Erne (2013) : Tous
- Bruxelles (2014) : pas de rapport
- Elmau (2015) : Biodiversité
- Ise-Shima (2016) : Tous
- Taormina (2017) : Éducation
- Charlevoix (2018) : Autonomisation économique des femmes

- Lutte contre les inégalités de destin : santé, emploi, éducation, genre ;
- Lutte contre les inégalités environnementales ;
- Sécurité et lutte contre le terrorisme ;
- Développement du numérique et intelligence artificielle ;
- Partenariat renouvelé avec l'Afrique.

Sur les enjeux de développement, la France a fait le choix dans la perspective du G7 de concentrer son effort diplomatique sur un nombre restreint de thèmes. D'abord, elle entend poursuivre la dynamique enclenchée par le Canada l'an passé en matière de lutte contre les **inégalités de genre**.

L'accès à l'éducation et à la formation professionnelle sera un autre sujet central qu'elle souhaitera faire avancer.

La **santé et la lutte contre les grandes pandémies** seront également portées par la France au cours de sa présidence avec en point d'orgue l'accueil de la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial à Lyon en octobre 2019.

Enfin, sur le plan géographique, la priorité sera clairement donnée à l'**Afrique** avec l'intention de renforcer durablement les liens entre le G7 et le continent africain. Une attention particulière sera accordée à la **région du Sahel** avec comme

4. LE G7 DE BIARRITZ (AOÛT 2019)

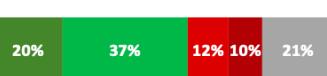
4.1. Les priorités de la présidence française

La France accueillera le 45ème sommet du G7 à Biarritz du 24 au 26 août 2019. Depuis le 1er janvier, elle assure donc la présidence du G7 et, dans ce cadre, a fixé les grands thèmes qu'elle entend mettre au cœur des discussions du groupe. **La lutte contre les inégalités** a été retenue comme fil rouge de la présidence française et se déclinera autour de cinq thématiques prioritaires :

Les objectifs du G7 vus par les français·e·s

“ Le prochain Sommet du G7 qui réunit les cheffes d'États des pays les plus riches aura lieu en France en 2019. Pensez-vous que la France devrait saisir cette occasion pour ...

...mobiliser la communauté internationale en faveur de la lutte contre la pauvreté en Afrique ?



...que le G7 prenne des mesures en faveur de l'émancipation des femmes dans les pays en développement ?



● Oui, tout à fait ● Oui, plutôt ● Non, plutôt pas ● Non, pas du tout ● Je ne sais pas

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

préoccupations premières l'éducation des jeunes filles, la création d'emplois pour les jeunes en zones rurales et la lutte contre la malnutrition.

Des enjeux éloignés des préoccupations des français·e·s ?

En dépit des grandes difficultés sociales et économiques que peuvent rencontrer nombre de citoyen·ne·s français·e·s, comme l'a rappelé la mobilisation des gilets jaunes, ils ne s'en sentent pas moins concernés par les grands enjeux de la mondialisation. Au contraire, les attentes face à l'urgence environnementale, les demandes pour plus de justice sociale et pour une lutte plus efficace contre les inégalités à l'échelle du monde n'ont jamais été aussi présentes dans la société française.



Près des **2/3 des français·e·s approuvent** l'initiative prise par la France, à l'occasion du G7, de **faire de la lutte contre les inégalités dans le monde une priorité.**

(Focus 2030 / UCL / Birmingham University - DEL, Mai 2019)

Selon les sondages issus du projet Aid Attitudes Tracker (AAT) et du Baromètre de la solidarité internationale de Focus 2030 (2013-2018), ces derniers sont de plus en plus favorables au fait que la France augmente son aide publique au développement (+15 points depuis 2013).

Selon une enquête d'opinion réalisée pendant l'été 2018 (AAT/Focus 2030), 65% des français·e·s soutiennent la mise à l'agenda de la lutte contre les inégalités dans le monde et près de 70% des personnes interrogées estiment que la France devrait saisir l'opportunité du G7 à Biarritz pour prendre des mesures en faveur de l'émancipation des femmes dans les pays en développement, quand près de 60% pensent que le G7 devrait être l'occasion de mobiliser la communauté internationale en faveur de la lutte contre la pauvreté en Afrique.

On le voit, l'exigence faite au G7 de s'engager

concrètement en faveur d'un monde plus juste et durable n'appartient pas aux seules ONG de solidarité internationale. Elle correspond à une attente bien réelle des français·e·s.

4.2. Les demandes de la société civile en vue du G7 de Biarritz

Les organisations de la société civile, réunies notamment au sein de la « task-force mondiale » et membres du Civil7, ont élaborés un ensemble de recommandations à destination du G7 en vue du Sommet de Biarritz. Les principales demandes en matière de financement du développement sont présentées ci-après par thématiques :

Égalité de genre

- Augmentation **des ressources financières dédiées aux associations féministes** au niveau local, national et international. Le W7, coalition des ONG et associations féministes, s'est félicité des 1ères annonces de la présidence française soutenant la création d'un fonds de 120 millions d'euros pour soutenir les organisations œuvrant pour les droits des femmes et des filles dans les pays en développement.

Climat

- Réaffirmation de l'engagement de mobiliser **100 milliards d'ici 2020** dans les pays en développement.
- Contributions ambitieuses du G7 au Fonds vert pour le climat.

Paix et sécurité

- Doublement **des fonds alloués à la prévention et l'atténuation des conflits.**
- Annonce d'engagements financiers pour appuyer la mise en œuvre de l'initiative « **Partenariats du G7 pour les femmes, la paix et la sécurité** » lancée en 2018.

Agriculture et sécurité alimentaire

- Pas de demande de financement de la part de la société civile mais un appel à tous les pays du G7 pour favoriser l'agroécologie paysanne

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

en commençant par se retirer de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Nafsan).

Santé

- Promesse **d'augmentation des contributions du G7 aux différentes initiatives de santé globale** dont le Fonds mondial, l'alliance GAVI et le Fonds pour l'éradication de la polio.
- Promotion de la Couverture santé universelle et réaffirmation de la priorité accordée aux droits et à la santé sexuelle et reproductive.

Éducation

- Affectation par les pays du G7 de **15% de leur aide publique au développement et au moins 4% de leur aide humanitaire** à l'éducation.

- L'adoption d'un calendrier et d'orientations précises pour la **mobilisation des 3,8 milliards de dollars canadiens annoncés en 2018 pour l'éducation des jeunes filles**.

Pour accompagner toutes ces demandes de financements, les ONG françaises rappellent également que le G7 doit « cesser les effets d'annonce superficiels » et tenir ses promesses. Les recommandations de Coordination SUD invitent notamment le G7 à faire en sorte que toutes les annonces soient associées à des engagements financiers fermes et donnant lieu à un suivi transparent et indépendant.

LE G7 ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

BILANS ET PERSPECTIVES

Site officiel du G7 2019 (Biarritz) : <https://www.elysee.fr/g7>

Aniket Bhushan, Rachael Calleja and Norhan Awadallah, G7 and Development, CIDP, mai 2017, <https://cidpnsi.ca/g7-and-development/>

G7 Research Group, G7 Information Centre, <http://www.g8.utoronto.ca/>

Nations Unies, Integrated Implementation Framework, <https://iif.un.org>

Rapports de redevabilité du G7/G8 - 2013 (Lough Erne) <https://www.gov.uk/government/publications/lough-erne-accountability-report>

Rapports de redevabilité du G7/G8 - 2016 (Ise-Shima) <https://www.mofa.go.jp/files/000158338.pdf>

Coordination SUD, G7 : que demande la société civile ? , février 2019 <https://www.coordinationsud.org/actualite/g7-que-demande-la-societe-civile/>

C7 2019 : Recommandations du C7 pour des solutions contre les inégalités mondiales : <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/RECOMMANDATIONS-C7.pdf>

Focus 2030

Focus 2030 est une association qui accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement ;
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement ;
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes.

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.

Directeur de la publication : Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030

NOTE D'ANALYSE FOCUS 2030

ÉDITION JUILLET 2019

www.focus2030.org